

POLITIQUE

Mariton: « Le système fiscal actuel est injuste »

Le candidat à la primaire dépose une proposition de loi pour remplacer l'impôt sur le revenu par une « flat tax ».

PROPOS REÇUEILLIS PAR
JEAN-BAPTISTE GARAT @figarat

LE FIGARO. – Pourquoi remplacer l'impôt progressif sur le revenu par un impôt proportionnel ?

Hervé MARITON. – L'impôt sur le revenu est injuste parce qu'il est aujourd'hui trop concentré. Seule une petite moitié des Français le payent ; cela choque les contribuables assujettis mais aussi, fort heureusement, ceux qui ne le sont pas. Le système est également hypocrite puisqu'il est en réalité percé d'une multitude de niches fiscales qui font que l'essentiel de l'effort n'est pas demandé aux plus hauts revenus mais aux catégories immédiatement inférieures qui ne profitent pas de ces allègements. Le système est également inefficace, avec un rendement assez modeste quand on le compare à ceux de nos voisins européens, et une incapacité à prendre en compte les évolutions de la société et celles des sources de revenus. C'est enfin un système dissuasif pour les acteurs de l'économie qui veulent s'installer en France avec des taux apparentement très élevés. On ne pourra pas corriger un système qui rassemble tous ces défauts avec des réformes cosmétiques, comme la retenue à la source.

En quoi consiste la « flat tax » que vous proposez ?

Il s'agit de mettre en place un système le plus proche du taux proportionnel, qui produirait des recettes équivalentes en s'assurant qu'il n'y ait aucun perdant. Avec un présupposé de base : tous les revenus – y compris les revenus modernes type Uber ou Airbnb – sont soumis à l'impôt sur le revenu, dès le premier centime. Deux taux seront pratiqués : 2 % jusqu'à 10 000 euros par an et par part, et 15 % au-delà. Le revenu imposé est compris net des salaires que l'on paye, pour un emploi à domicile par exemple, ou des déficits sur les revenus mobiliers et immobiliers, ce qui favorisera l'emploi et encouragera l'investissement. En revanche, il passe par la suppression de l'ensemble des niches fiscales. Je propose, à la place, que le contribuable puisse librement affecter à une mission d'intérêt général 5 % de son impôt.

Comment pourrait-il ne pas y avoir de perdants dès lors que ceux qui n'étaient pas assujettis le seraient ? La mise en place de la « flat tax »



Hervé Mariton souhaite substituer au fonctionnement actuel un système « plus proche du taux proportionnel ».
LUCAS BARIOULET / LE FIGARO

s'inscrit dans un objectif global de baisse des prélèvements obligatoires. Pour les revenus les plus modestes, ce prélèvement serait compensé par des baisses des charges sociales sur les salaires. Je souhaite aussi que le minimum de prélèvement soit fixé à 100 euros. Les contribuables seraient toujours assujettis mais le versement serait facultatif. C'est en soi un arbitrage de dignité et de bon sens : il ne sert à rien d'engager des efforts importants pour percevoir d'aussi petites sommes.

Pourquoi s'affranchir de l'une des missions de l'impôt progressif qui vise à réduire les inégalités ? L'idée que l'impôt doit être progressif et, en l'occurrence, fortement progressif, est à la fois inefficace économiquement et contraire à la Déclaration des droits de l'homme, qui précise que la contribution doit être « répartie entre tous les citoyens, en raison de leurs facultés ». La redistribution et la justice sociale sont des objectifs louables, mais

les prestations sont là pour cela et la France n'en manque pas.

Au conseil national de LR, samedi, Nicolas Sarkozy a vivement critiqué l'idée d'une « flat tax » qui imposerait des Français non soumis à l'impôt sur le revenu aujourd'hui...

Mais c'est le système actuel qui est injuste ! Pour maintenir le contrat social, il est préférable que tout le monde contribue à l'impôt, sans exception. Et à l'autre extrémité du barème, il est pour le moins curieux que les montants versés ne dépendent pas, in fine, de vos revenus mais de votre introduction dans le système des niches fiscales. Je pense que mes concurrents à la primaire sont étouffés par un syndrome compassionnel qui les empêche d'imaginer que tout le monde doit contribuer. Et que par ailleurs, ils entretiennent l'illusion de taux marginaux très élevés sur lesquels s'appliquent une multitude de rabais. La France est en train de crever de toutes ces hypocrisies. Certains s'échinent à les entretenir. Pas moi. ■